

# SALUT A L'ALGERIE

Il était permis de se demander si l'élan manifesté par le peuple algérien au lendemain de son indépendance ne s'était pas émoussé, si les énormes difficultés rencontrées par la nouvelle Algérie n'avaient pas eu finalement raison de l'ardeur de ce peuple. Ayant eu le privilège d'être à Alger durant les manifestations du 1<sup>er</sup> novembre, je veux dire combien j'ai été frappé par la joie profonde, l'enthousiasme, manifesté par d'immenses masses. Et si la grande presse a passé sous silence cet aspect des choses, c'est par incapacité de comprendre que les plans néo-colonialistes échoueront dès lors que cette disponibilité se transformera en mobilisation.

Bien entendu, il ne suffit pas de constater le contraste entre ces foules algériennes pleines d'ardeur et l'atonie des foules européennes, pour en conclure à des développements sociaux proches, sans heurts. Et les larges possibilités d'initiatives populaires étant admis comme un des éléments d'appréciation de la situation algérienne, il faut examiner comment la direction algérienne cherche à mobiliser ces masses. Il faut aussi considérer la politique du gouvernement algérien pour juger s'il s'inscrit dans les aspirations du peuple algérien, dans les perspectives ouvertes par le programme de Tripoli.

## LES DIFFICULTES DE L'ALGERIE

Depuis des mois, le fonctionnement de l'économie algérienne est presque arrêté. Les déportations massives de l'armée française, les destructions de l'O.A.S., la peur des représailles qui saisit les Européens et l'exode qui en résulte, ont conduit à cette léthargie économique, que la crise du F.L.N. ne lui permit pas d'affronter plus vite.

Le bilan c'est un million d'hectares de terres arables abandonnées, la plus grande partie du commerce et de la petite industrie paralysée par l'absence de clientèle et de crédits bancaires. C'est aussi et surtout la moitié de la population algérienne sans revenus, la menace de famine au printemps prochain.

Face à cela, particulièrement dans les villes, l'attentisme règne. Et cela est aussi bien le cas des larges masses que des vieux militants. Car les anciens djouhods et les combattants des villes, comme beaucoup de leurs frères, sont chômeurs et, de ce fait, ne trouvent pas de point d'application à leur volonté constructive. Concurrément, la faible structuration des directions politiques et administratives n'a pas permis à celles-ci d'intégrer à son effort ses hommes qui sont dans l'ensemble les plus dévoués à la Révolution et à son avenir socialiste. Et il est impossible de reprocher au bureau politique l'absence de structures proprement politiques du F.L.N., ou l'absence d'études et de plans de reconstruction. Ils sont les héritiers d'une situation créée par leurs prédécesseurs à la direction du F.L.N. et aussi par les conditions même de la lutte antérieure contre le colonialisme.

Ce problème, dans une large mesure, est celui même du parti, sur lequel nous reviendrons, c'est finalement l'absence dans la masse du peuple du système nerveux, de l'ossature que constitue un parti révolutionnaire. Et le problème est de savoir si la mobilisation des forces vives du peuple est impossible sans parti ou si, au contraire, le début de cette mobilisation n'est pas finalement une condition de l'existence, du développement d'un parti révolutionnaire de masse. C'est qu'il faut aussi tenir compte que la confiance dans le F.L.N., dans sa direction, était la confiance à l'armée des maquis et des villes, ceux qui, concrètement, combattaient un ennemi que les formations précédentes du mouvement national algérien n'avaient su faire reculer. Les formes aujourd'hui du combat sont beaucoup plus complexes, exigent un total courage et des connaissances militaires plus ou moins succinctes, mais une conscience, une expérience politique assimilée. L'ignorance culturelle héritée du colonialisme, le caractère de l'expérience personnelle de la plupart des militants algériens, rendent difficiles la formation d'un jugement politique autrement que devant des réalisations concrètes du nouveau pouvoir. Par ailleurs, pendant des années, le F.L.N. a été présenté comme un bloc sans faille, sans possibilité de rupture, aussi la crise a surpris beaucoup d'Algériens et rendu difficile leur compréhension d'un différend, capital cependant. Mais qu'on me comprenne bien, l'attentisme politique que chacun peut constater à Alger, n'est nullement une défiance à l'encontre du gouvernement ou du bureau politique, mais plus simplement une incompréhension à la base du rôle du parti, dès lors qu'il n'en découle pas pour chaque nouvel adhérent une tâche concrète et immédiate.

## LA PERIODE D'ATTENTE PREND FIN

En effet, le gouvernement, le bureau politique ont, dans ces dernières semaines, pris une série de mesures qui montrent clairement la voie où ils s'engagent. Et l'enthousiasme du 1<sup>er</sup> Novembre n'était pas seulement celui de la liberté et de la dignité retrouvées, mais aussi celui d'un peuple qui reprend possession de sa terre et des biens qu'elle porte. Les fellahs venus à Alger, avec leurs tracteurs parfois, apportaient en réalité leur adhésion au gouvernement de l'Algérie démocratique et populaire.

Le premier pas accompli a été celui de l'opération labours. S'il s'agit techniquement de remettre en culture les terres abandonnées par les colons et celles laissées en friche par les Algériens chassés par l'armée française, son caractère et son mode de réalisation lui donnent un autre sens, que vient encore préciser les dispositions prises depuis concernant les biens vacants. En effet, cette opération entreprise sans attendre la réforme agraire, se fait sans tenir compte des limites des propriétés individuelles. Le matériel employé est pour une large part celui des pseudo-coopératives instituées sous différents noms dans l'ensemble des trois pays d'Afrique du Nord.

Maintenant, les petits propriétaires ayant cinq à dix hectares ne s'engagent qu'au remboursement ultérieur de 50 % des frais, alors que ceux ayant moins de cinq hectares ne participent même pas à ceux-ci dont il faut noter qu'ils comprennent également le coût des semences et des engrais. Cette opération, faisant peu de cas des sentiments étroits de propriété, particulièrement bénéfique pour les pauvres, symbolise aussi la fin de l'attente. Il faut ajouter que la paysannerie a été amenée à prendre beaucoup d'initiatives, les S.A.P. étant abandonnées par les techniciens français, et son parc de machines ayant été notablement renforcé par l'envoi de tracteurs par la Yougoslavie. Dès le 23 octobre, cent-cinquante machines de cette origine ont été débarquées, ne constituant qu'un premier lot sur les cinq cents promises. Signalons en passant que les promesses semblables faites par le gouvernement français ne semblent pas avoir reçu un début d'application. De surcroît, les propriétaires, français ou algériens, de tracteurs ont été invités à mettre leurs matériels à la disposition des groupes de labours dès que leur propre travail sera accompli. Et chacun rapporte que les paysans font toutes sortes de pressions sur les dits propriétaires pour que cette possibilité devienne effective.

D'autres mesures plus significatives ont été également prises. Tout d'abord la décision d'annuler toutes les transactions mobilières et immobilières survenues depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Aucun commentaire de ces dispositions n'est nécessaire pour en dégager la signification; il suffit d'écouter ce que Ben Bella déclarait à ce propos le 1<sup>er</sup> novembre.

Des terres ont été abandonnées par des colons et des traitres. Des Algériens se sont empressés de louer ou d'acheter des terres afin de les cultiver à leur seul profit. Ce n'est pas tolérable. Le gouvernement s'emploiera à combattre un nouveau colonialisme algérien qui se substituerait au colonialisme français. Le gouvernement a pris deux décrets annulant les ventes et les locations postérieures au 1<sup>er</sup> juillet dernier.

De surcroît, Ben Bella ajoutait que le gouvernement se réserve le droit d'étendre ce décret aux ventes et locations postérieures au 19 mars 1962. Ceci ayant déjà été indiqué par le ministre de l'Agriculture, Amar Ouzegane.

Mais jusqu'alors il s'agissait de mesures conservatoires qui n'engageaient pas l'avenir de façon décisive. Il en va tout autrement avec l'institution des comités de gestions des biens vacants. Rappelons qu'il s'agit d'un secteur appréciable de l'agriculture moderne, puisqu'il est question de 30 % de celle-ci. Il faut aussi souligner que les comités de gestion doivent être élus par les travailleurs eux-mêmes. Pour mesurer l'audace surprenante de cette mesure, il faut se rappeler qu'en Russie les Soviets décrétèrent non pas la gestion ouvrière au lendemain de la prise du pouvoir, mais le contrôle ouvrier et qu'encore à l'heure actuelle cette gestion n'existe ni dans les sovkhoses, ni dans les usines, certes d'une autre importance et complexité que celles existant encore en Algérie. En Yougoslavie, qui est le pays qui est allé le plus loin dans ce domaine, les comités de gestion furent institués plusieurs années après la prise du pouvoir, l'élan de la lutte libératrice étant déjà amorti. A Cuba, à notre connaissance, ce type d'organisme n'est encore qu'à l'état embryonnaire. Cette mesure encore limitée aux biens vacants crée un précédent, qu'il faudra étendre, que les ouvriers notamment voudront bientôt étendre, et dont il y a tout lieu de penser que le gouvernement élargira le champ d'application. Revenons encore aux déclarations de Ben Bella, toujours le 1<sup>er</sup> novembre, mais ici lors de la réception offerte aux délégations étrangères.

Un vaste domaine de l'économie algérienne se trouve actuellement abandonné par ses propriétaires et gérants traditionnels pour la plupart colons européens.

Ce domaine englobe des entreprises agricoles, industrielles ainsi que des locaux d'habitations.

Ainsi, par exemple, dans le seul secteur agricole, le recensement très partiel enregistré à l'heure actuelle donne les chiffres significatifs suivants quant à l'importance des biens vacants dans ce domaine:

- 150.000 hectares dans le seul département de Tiaret.
- 50.000 hectares dans le département de Constantine, autant dans celui d'Oran.
- 26.000 hectares à Batna.
- 9.000 hectares à Marnia.

Aussi bien par son étendue que par sa qualité, ce domaine, partie du secteur économique important et particulièrement propice pour ébaucher la politique du gouvernement en matière de réforme agraire, de nationalisation, de planification, d'auto-gestion des entreprises par leurs travailleurs.

Il faut aussi rappeler les difficultés de la réforme agraire en Algérie, pour comprendre qu'elle ne peut être décrétée à la légère. D'une part, cette réforme agraire ne peut se ramener à une simple distribution des terres. En effet, les terres de colonisation ont été

cultivées avec les moyens les plus modernes. Voudrait-on diviser les domaines, les distribuer à des familles, qu'il faudrait à tout le moins maintenir une culture commune. Car il est impossible de donner à chaque famille le matériel, les moyens de trait qui lui serait nécessaire. Pour résumer la situation, disons que le choix est entre le tracteur collectif et la bêche individuelle. Pour si souhaitable économiquement que soit le maintien des bases d'une agriculture moderne, encore faut-il qu'il rencontre l'adhésion populaire. De ce point de vue, le fait qu'une large part de la paysannerie algérienne est constituée d'ouvriers agricoles permanents ou temporaires et qu'également les traditions tribales de gestion collective sont encore fraîches, permettent des formes collectives de tenure, coopératives ou fermes d'Etat. Ceci ne signifie pas que dans certaines régions une part importante des terres ne seront pas distribuées.

Une autre difficulté réside en ce qu'une part de la paysannerie devra être transplantée. Il est impossible par exemple de donner des terres aux Kabyles, ou de les faire participer à des coopératives sur les terres reconquises, sans déplacement de population; car chacun sait que si la population est particulièrement dense en Kabylie, les terres cultivables y sont rares.

Ceci étant, les mesures prises, dont l'application a commencée très vite, car d'ores et déjà des comités de gestion ont été élus, vont provoquer un nouvel élan dans les campagnes, donner un sens à l'ardeur des masses paysannes, provoquer et permettre leur mobilisation.

Les problèmes agraires sont aujourd'hui décisifs pour l'avenir de la révolution algérienne. Le nouvel Etat ne peut s'engager dans la voie du socialisme qu'en prenant appui sur la paysannerie, en réalisant une réforme agraire radicale. Et ceci pour des raisons économiques, car il s'agit de donner une base à l'industrialisation de l'Algérie, c'est-à-dire à la fois un marché avec une élévation du niveau de vie et également une capitalisation par l'Etat de la plus-value paysanne. A cela s'ajoute des raisons politiques, les masses des campagnes constituent la plus grande part du peuple algérien, leur mobilisation est indispensable pour la poursuite de la Révolution. Or, la réforme agraire susceptible de provoquer cette mobilisation est, malgré sa relative complexité, possible assez rapidement, sans gros investissements. Par contre, le problème posé par les centaines de milliers de chômeurs existant dans les villes est infiniment plus délicat et plus long à régler. Il ne peut en effet finalement se résoudre que par une large industrialisation. Or celle-ci pose divers problèmes. Celui de la formation professionnelle de centaines de milliers d'adultes, avec les frais d'enseignements et de subsistance, même pour les travailleurs. Dans le cas où suffisamment d'enseignants pourraient être trouvés...

A cette première nécessité d'investissements s'ajoute celle plus lourde encore des usines elles-mêmes. Enfin, tant que le niveau de vie de la paysannerie n'a pas atteint et dépassé la satisfaction des besoins physiologiques, une telle industrie, d'un niveau de productivité inférieur, à l'origine au moins, aux entreprises similaires des pays avancés, ne pourrait avoir que des débouchés réduits. Et cependant il est tout à fait évident que la population urbaine ne peut se satisfaire de semblables raisonnements. Le gouvernement algérien s'est attaqué à ce problème de deux façons qui répondent à des impératifs difficiles. D'une part, notamment sous l'impulsion de Boumaza, le ministre du Travail, avec un plan de résorption du chômage. Des chantiers sont ouverts, dont l'objectif est d'améliorer immédiatement les conditions de vie du peuple algérien (logements) et l'infrastructure économique (routes). Le financement des chantiers se faisant par un remodelage complet de l'appareil administratif. C'est ainsi que dans le seul ministère du Travail, les crédits dégagés pour les mois de novembre et décembre seulement permettent de couvrir douze millions de journées de travail. Il faut ajouter en passant que l'administration de l'Etat algérien est d'un style très particulier. D'une part existe le gouvernement algérien et ses collaborateurs directs et, par ailleurs, subsiste le pulvérisement classique de contrôles de ce, de caisses de cela, avec un nombreux personnel parfaitement inutile. Inutile, parce que la nouvelle Algérie ne peut se payer le luxe de cette coûteuse prolifération administrative; inutile parce que la nouvelle structure étatique qui se dessine rend sans objet l'activité de ces fonctionnaires. Inutile enfin, parce que les Français qui y émergent encore ne fournissent qu'un travail réduit, lorsqu'ils ne sabotent pas purement et simplement. La réduction de fait de l'appareil central d'Etat à quelques centaines de personnes — ce que chacun peut constater s'il a à faire dans le bâtiment de l'ex-gouvernement général — donne tout son sel aux appréciations d'un certain nombre de perroquets savants qui sévissent en France, qui confondent comportement bureaucratique et caste bureaucratique, et de surcroît nient les efforts faits par la direction algérienne pour surmonter certains traits qu'elle a elle-même critiqués dans le programme de Tripoli.

Mais, pour revenir à nos préoccupations, le programme de chantiers maintenant lancé va notamment permettre, outre ces évidents résultats pratiques, une certaine formation de main-d'œuvre, dans le travail même.

A cette solution immédiate s'ajoute un effort certain pour jeter les bases de l'industrialisation. Celle-ci devant commencer par des industries légères où la main-d'œuvre représente une forte proportion du prix de revient, dont les matières premières fournies par l'Algérie étaient jusqu'alors transformées à l'étranger et qui enfin apporteront les biens de consommation dont les masses ont besoin. C'est dans cet esprit que déjà de nombreux accords sont préparés ou conclus et tout d'abord avec des Etats ouvriers. C'est ainsi que la Tchécoslovaquie doit livrer trois complexes textiles, une tannerie, une usine pour la métallurgie du plomb, une pour le zinc. De Bulgarie sont attendus un complexe textile, une tannerie, une usine de moteurs électriques. De Pologne un atelier mécanique, plusieurs ateliers textiles et de cuir.